

## Aidons notre lecteur<sup>1</sup>

S'il est souvent utile et instructif de discuter d'un texte avec son auteur, ce n'est pas pour lui que vous traduisez : c'est pour un lecteur (si, si). En plus de fournir à celui-ci une traduction autant que possible claire et intelligible, pourquoi ne pas lui donner parfois en prime un petit coup de main supplémentaire, histoire de lui faciliter la vie ?

### 1) Traduire ce qu'on pourrait peut-être se dispenser de traduire

On trouve parfois dans le texte allemand des citations dans une langue tierce, généralement l'anglais, dont il n'existe pas traduction française officielle, ou des noms d'institutions allemandes, autrichiennes ou simplement d'outre-Sarine qui n'ont pas d'équivalent français, que l'on pourrait au premier abord laisser telles quelles dans la traduction française. Mais, outre que nous sommes tout de même censés fournir une traduction de l'entier du texte et non de certaines parties seulement, outre aussi que la pratique de l'anglais est moins répandue chez les francophones que chez les germanophones et que la signification du nom de tel institution ou organe germanique ne saute pas toujours aux yeux, ce travail à moitié fait aurait à mon sens quelque chose d'intellectuellement insatisfaisant.

Pour moi, je laisse d'ordinaire la citation ou dénomination originale à côté de la traduction que je propose, pour conserver une passerelle avec le texte original et permettre avec certitude au lecteur de savoir de quoi il est question au cas où, par ex., le passage concerné serait discuté entre francophones et germanophones (comme dans une commission parlementaire).

Je précise enfin que si on ne peut pas le faire dans une loi, on peut le faire dans un rapport, ne serait-ce que dans les notes de bas de page (je le sais, je l'ai fait).

Ci-après quelques exemples :

	DE	FR
10.3928 ip.	Der zuständige Uno-Ausschuss hat am 23. November 2010 seine Schlussfolgerungen und Empfehlungen an die Schweiz zur Umsetzung des Internationalen Pakts über die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte veröffentlicht. In Empfehlung Nr. 24 heisst es u. a.: "The Committee also recommends that the State party undertake an impact assessment to determine the possible consequences of its foreign trade policies and agreements on the enjoyment by the population of the State party's partner countries, of their economic, social and cultural rights."	Le comité concerné de l'ONU a rendu publiques le 23 novembre 2010 ses conclusions et recommandations relatives à la mise en œuvre du pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels par la Suisse. La recommandation n°24 indique notamment que: « The Committee also recommends that the State party undertake an impact assessment to determine the possible consequences of its foreign trade policies and agreements on the enjoyment by the population of the State party's partner countries, of their economic, social and cultural rights. » (Traduction officielle : Le comité recommande également à l'Etat partie d'étudier les conséquences possibles de ses politiques et accords commerciaux sur la capacité des populations des Etats partenaires à jouir de leurs droits économiques, sociaux et culturels.)

<sup>1</sup> Et notre lectrice, et notre lectrice ! Je ne veux pas d'ennuis avec la police de la pensée (« mentopolice » dans la nouvelle traduc., mais c'est moche : <https://www.letemps.ch/opinions/big-brother-retraduit-trahi-2018>).

	<p>In Empfehlung Nr. 24 heisst es zusätzlich:</p> <p>"The Committee recommends that the State party comply with its covenant obligations and take into account its partners' obligations when negotiating and concluding trade and investment agreements."</p>	<p>La même recommandation n°24 précise en outre que:</p> <p>« The Committee recommends that the State party comply with its covenant obligations and take into account its partners obligations when negotiating and concluding trade and investment agreements. »</p> <p>(Traduction officielle : Le comité recommande à l'Etat partie de se conformer aux obligations découlant pour lui du Pacte et de tenir compte des obligations de ses partenaires lorsqu'il négocie et conclut des accords de commerce ou d'investissement.)</p>
10.4023 po.	<p>Eine gerechte Einkommensverteilung ist für die soziale Stabilität zentral. Wichtig ist dabei insbesondere auch die Situation der Menschen, die Soziologen und Soziologinnen zur Mittelschicht zählen. Darüber gibt es viele Aussagen zur Befindlichkeit (vgl. "Beobachter": "Der bedrohte Mittelstand"), aber wenig präzise Angaben.</p>	<p>Une répartition équitable du revenu est certes un facteur essentiel de stabilité sociale, mais celle-ci dépend également de la situation de la classe moyenne. Or, si l'on s'est souvent interrogé sur ce que celle-ci ressent (voir par ex. l'enquête « Der bedrohte Mittelstand » – La classe moyenne menacée – du magazine « Beobachter »), les chiffres précis font généralement défaut.</p>
11.5207 hdq	<p>Schaffhauser Bauern sollen ab dem 14. Juni 2011 keine Pflanzenschutzmittel mehr zu ihren Feldern im grenznahen Deutschland mitnehmen dürfen. Dies verfügte das Regierungspräsidium Freiburg im Breisgau.</p>	<p>Depuis le 14 juin 2011, suite à une décision de la présidence du « Regierungsbezirk » (Conseil régional) de Fribourg-en-Brigau, les paysans schaffhousois qui cultivent des terres du côté allemand de la frontière n'ont plus le droit d'y utiliser leurs propres produits phytosanitaires.</p>
11.4196 ip.	<p>1. "Keine Strassenquerung ohne Sicherheitshalt" oder "Warte, luege, lose, laufe" (Kindergartenregel, die auch Bundesrätin Leuthard in der Via-sicura-Debatte erwähnte): Obwohl hundertfach wiederholt, sind diese Botschaften in der Bevölkerung offensichtlich noch zu wenig oder nicht mehr verankert.</p>	<p>1. Malgré les nombreux conseils de sécurité routière qui pendant plusieurs années sont dispensés aux enfants à l'école (comme la formule « arrête-toi - regarde et écoute - traverse »), rappelée en suisse allemand – « Warte, luege, lose, laufe » – par la conseillère fédérale Doris Leuthard dans le cadre des débats parlementaires consacrés au programme Via Sicura), le réflexe de prudence ne semble pas avoir été acquis par la population.</p>
12.3902 ip.	<p>Während in Deutschland gemäss Erhebung des Bundesverbands für die Musikindustrie jährlich allein in diesem Sektor Werke für den Gegenwert von Hunderten von Millionen Euro illegal genutzt werden, dürfte auch in der Schweiz ein Schaden im Umfang eines dreistelligen Millionenbetrags realistisch sein.</p>	<p>En Allemagne, à en croire le « Bundesverband Musikindustrie » (association allemande de défense des intérêts de l'industrie du disque), ce sont pour plusieurs centaines de millions d'euros de contenus qui sont téléchargés illégalement chaque année rien que dans le domaine de la production musicale; on peut donc imaginer que la Suisse subit un préjudice comparable.</p>
12.1095 q.	<p>Auf ihren Teletextdiensten werben private Fernsehsender in der Schweiz tagsüber mit Sexhotlines, Flirtchats und pornografischen Angeboten. In Deutschland ist diese Praxis auf Grundlage des Jugendmedienschutz-Staatsvertrages verboten.</p>	<p>En Suisse, les chaînes de télévision privées font en journée sur leurs télétextes respectifs de la publicité pour des services de téléphone rose ou de flirt en ligne ou encore pour des contenus à caractère pornographique. En Allemagne, ces pratiques sont interdites en vertu du « Jugendmedienschutz-Staatsvertrag » (traité inter-Länder sur la protection des mineurs dans l'audiovisuel et les télémedias).</p>
12.4113 ip.	<p>Es gibt jedoch Methoden, die es diesen Menschen erlauben, Kommunikationsfähigkeiten zu erlangen und sich dabei ein Stück weit zu integrieren. Dazu gehört u. a. Facilitated Communication (FC), bei der eine Assistenzperson die behinderte Person unterstützt.</p>	<p>Il existe cependant des méthodes qui permettent d'améliorer les capacités de communication de ces personnes et ainsi de les intégrer dans une certaine mesure dans la société. Parmi ces méthodes figure la « communication facilitée » (de l'anglais « facilitated communication »), où un « facilitant » assiste la personne handicapée.</p>

13.3642 ip.	Der Bundesrat hat das Postulat Müri 11.3188 zu <b>Cleantech</b> in der beruflichen Grundbildung angenommen und das SBFI in der Folge beauftragt, Cleantech-Kompetenzen in der beruflichen Grundbildung zu evaluieren.	Le Conseil fédéral s'étant vu transmettre le postulat Müri 11.3188 concernant <b>les écotecnologies (ou « cleantech »)</b> dans la formation professionnelle initiale, dont il avait lui-même proposé l'adoption, il a chargé le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation d'évaluer les filières de formation professionnelle initiale sous l'angle des compétences en matière de « cleantech ».
13.4242 mo.	Es ist das einzige Produkt, das vom <b>Borreliosezentrum in Augsburg</b> empfohlen wird, und das im Gegensatz zu anderen auch für Allergiker und Kinder ab dem ersten Jahr.	Or, c'est le seul produit qui soit recommandé par le <b>Borreliosezentrum (centre d'information sur les borrelioses) d'Augsbourg</b> , notamment parce que, contrairement aux autres produits de ce genre, il peut être administré aux personnes souffrant d'allergies et aux enfants à partir de un an.

## 2) Expliquer ou expliciter un terme ou une idée

	DE	FR
10.4141 ip.	3. Warum wird die politische Bildung <b>in der dualen Berufsbildung</b> immer weiter marginalisiert?	3. Pourquoi l'éducation à la citoyenneté devient-elle de plus en plus le parent pauvre <b>de la formation en alternance (ou « duale »)</b> ?
11.3475 ip.	Die Geschichte der <b>Verdingkinder</b> ist ein schwarzes Kapitel der jüngeren Schweizer Geschichte.	L'histoire des <b>« Verdingkinder », ces enfants qui ont été placés d'office par les autorités jusqu'au milieu du siècle dernier</b> , constitue un chapitre sombre de l'histoire suisse récente.
12.3041 ip.	Mit knapper Mehrheit kam der Landes-Gesamtarbeitsvertrag (L-GAV) der Gastro- und Hotelbranche überhaupt zustande. Nun soll er mittels Allgemeinverbindlichkeit weit über die Branche auf jeden Betrieb ausgedehnt werden, der eine "gastgewerbliche Leistung" anbietet. Damit würde er u. a. auch gelten für Einkaufsgeschäfte mit kleiner Cafeteria, Altersheime, Spitäler, Kantinen, Museen, Tankstellenshops, Bäckereien, <b>Besenbeizen</b> , ja sogar Pizzakuriere und Kebabstände.	Alors que la CCNT du secteur de l'hôtellerie et de la restauration n'a été adoptée qu'à une courte majorité, il s'agit aujourd'hui d'étendre son champ d'application à toutes les entreprises proposant des prestations de la restauration. Elle s'imposerait ainsi, par exemple, aux commerces disposant d'une petite cafétéria, aux maisons de retraite, aux hôpitaux, aux cantines, aux musées, aux magasins des stations-service, aux boulangeries, <b>aux buvettes de campagne du type « Besenbeiz »</b> , et même aux livreurs de pizza et aux échoppes à kebabs.
12.3603 ip.	<b>Die Vorlage Managed-Care</b> ist bei der Bevölkerung auf grosse Skepsis gestossen. [...] <b>Die Fachwelt spricht von Chronic Care</b> , weil insbesondere die Zunahme an chronischen Erkrankungen neue Versorgungsmodelle erfordert.	Le peuple a accueilli avec froideur <b>le projet de réseaux de soins (« managed care »)</b> qui lui avait été soumis. [...] <b>Les spécialistes parlent à cet égard de « Chronic Care » (prise en charge des maladies chroniques)</b> , car c'est notamment en raison de l'augmentation des maladies chroniques qu'il importe aujourd'hui de mettre en place de nouveaux modèles de soins.
12.4161 mo.	Nationale Strategie <b>gegen Cyberbullying und Cybermobbing</b> Nun zeigt <b>der Fall "Ice-Tea-Sexvideo"</b> , in dem ein Jugendlicher ein privates Video mit seiner Ex-Freundin auf Facebook postete und der Anfang Dezember <b>riesige mediale Wellen</b> warf, exemplarisch eine offenbar weitverbreitete Unsicherheit im Umgang mit Cybermobbing.	Pour une stratégie nationale <b>contre le cyberharcèlement</b> La récente affaire de la vidéo qu'un jeune a postée sur Facebook <b>pour se venger de son ancienne petite amie et sur laquelle on pouvait voir celle-ci se masturber avec une bouteille de thé froid</b> , affaire <b>très médiatisée en Suisse alémanique</b> , a cependant montré de manière exemplaire que le problème était encore insuffisamment connu.

13.3157 po.	Der Bericht sollte umgekehrt auch aufzeigen, dass die in den Medien heissdiskutierten Medikamente wie Ritalin auch einem ausgewiesenen therapeutischen Bedarf entsprechen können und klar unterschieden werden müssen vom Hirndoping für Nichtkranke.	Le rapport demandé devra également préciser que certains médicaments parfois très critiqués dans les médias, telle la ritaline, peuvent répondre à un besoin thérapeutique réel, et qu'il y a donc lieu de les différencier de substances consommées par des individus en parfaite santé à seule fin de doper leurs performances.
13.4266 ip.	4. Gibt es im Rahmen des Lehrplans 21 Möglichkeiten, Medienkompetenz, wie von den Jugendlichen gefordert, neu als Schulfach anzubieten?	4. Le « Lehrplan 21 » (plan d'études alémanique) permettra-t-il de faire de la « compétence médiatique » une discipline d'enseignement à part entière, comme le demandent les jeunes eux-mêmes ?
14.3163 ip.	Die Axpo ist aber in Bezug auf die Energieversorgung unseres Landes wohl auch "too big to fail". Damit ist auch der Bundesrat gefordert.	Mais compte tenu de la place qu'il occupe dans l'approvisionnement énergétique du pays, AXPO est aussi « too big to fail », c'est-à-dire un acteur trop gros pour qu'on puisse se permettre de le laisser faire faillite. Le Conseil fédéral ne peut donc ignorer le dossier.
14.5132 hdq	- Ist es für den Bundesrat tragbar, dass ein Spitzendiplomat das Leitmotiv des Bundespräsidenten 2013 als "Lebenslüge der Nation" abkanzelt?	- Est-il normal pour le Conseil fédéral qu'un diplomate de haut rang qualifié de « Lebenslüge der Nation », soit de mensonge sur lequel la Suisse se serait construite, la devise qu'avait adoptée pour son pays celui qui a été le président de la Confédération en 2013 ?
14.3321 ip.	d. Betreiberinnen und Betreiber von Etablissements sollen dem stillen Gewerbe gesetzlich gleichgestellt werden.	d. Les tenanciers de maisons closes doivent être soumis aux règles qui s'appliquent aux activités n'entraînant pas de nuisances sonores particulières (« stilles Gewerbe »).

### 3) Ajouter une information matérielle

À manier avec prudence. À noter que le traducteur ayant sans doute trouvé de toute façon l'information dans le cadre de ses recherches documentaires, cet ajout n'entraîne généralement aucun travail supplémentaire.

	DE	FR
21.4587 ip.	Gemäss der im Oktober 2021 veröffentlichten Studie von Frontier Economics besteht [...]	Selon une étude du cabinet de conseil Frontier Economics publiée en octobre 2021, [...]
16.3638 ip.	Der Bundesrat hat aufgrund meines Postulates 14.3776 einen Bericht in Auftrag gegeben zur Evaluation und Verbesserung der Kindes- und Erwachsenenschutz-behörde (Kesb). Dieser wurde Anfang 2016 publiziert, allerdings ohne grosse Aufmerksamkeit zu generieren.	Suite à l'adoption de mon postulat 14.3776, le Conseil fédéral a commandé au bureau d'études Interface un rapport devant permettre d'évaluer et d'améliorer le système des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA). Ce rapport (disponible en langue allemande uniquement) a été publié au début de l'année 2016, sans susciter d'attention particulière.
18.3193 ip.	Der Bundesrat löste am 14. November 1990 die Widerstandsorganisation P-26 auf. Am 30. Oktober 1991 informierte er über die Ergebnisse einer Administrativuntersuchung und hielt fest: "Es kann nicht geduldet werden, dass militärische Führer ohne Wissen der Landesregierung festlegen, wie die Souveränität im Kriegsfall aufrechterhalten wird, und dass sie dafür eigenmächtig Vorbereitungen treffen." Und: "Die Administrativuntersuchung hat damit	L'organisation de résistance P-26 a été dissoute par le Conseil fédéral le 14 novembre 1990. Le 30 octobre 1991, informant le Parlement des résultats de l'enquête administrative, il écrivait qu'« il n'est en effet pas admissible que des chefs militaires définissent, à l'insu du gouvernement, les modalités de sauvegarde de notre souveraineté en temps de guerre et qu'ils en assurent les préparatifs de leur propre autorité » et que « l'enquête administrative a de ce fait confirmé une

	eine Erkenntnis der PUK-EMD bestätigt: Aus Gründen der Geheimhaltung wurden Kompetenzen beansprucht, für die die rechtliche und die politische Legitimation fehlte."	constatation de la CEP-DMF: pour des raisons de maintien du secret, l'on s'est arrogé des compétences sans qu'il y ait eu de légitimité juridique et politique » (rapport sur la nature des liens éventuels entre l'organisation P-26 et des organisations analogues à l'étranger ; FF 1992 18, ici 20s).
18.5213 hdq	Stephan Breitenmoser und Simon Hirsbrunner sagen Folgendes ("NZZ", 18. Januar 2018): "Durch eine vertragliche Pflicht zur Übernahme neuen EU-Rechts [...]"	Dans la « NZZ » du 18 janvier 2018, le professeur de droit Stephan Breitenmoser et l'avocat Simon Hirsbrunner ont affirmé que s'il y avait une obligation contractuelle de reprise du nouveau droit de l'UE [...]
17.3688 ip.	Das Bundesverwaltungsgericht weist mit Urteil vom 7. September 2017 zwar eine Beschwerde von Tourismuskreisen ab, die unter dem unerträglichen Kampfjetlärm der Schweizer Luftwaffe leiden.	Dans son arrêt du 7 septembre 2017 (A-3666/2015 ; disponible en langue allemande uniquement), le Tribunal administratif fédéral (TAF) a certes rejeté la plainte que plusieurs établissements touristiques avaient déposée pour en finir avec le bruit insupportable provoqué par les chasseurs à réaction des Forces aériennes suisses.

Parfois, il faut savoir se montrer créatif. Dans l'exemple ci-après, deux questions se posaient : d'abord, pourquoi seule l'origine de deux personnes sur quatre était-elle mentionnée, et ensuite, comment s'appellent, ou comment faut-il appeler, les habitants des communes de Trogen et de Bäretswil ?

	DE	FR
18.3072 ip.	Für den Historiker Zeuske ist es sicher, "dass die Besonderheit Europas in Bezug auf Sklaverei/Sklavenhandel darin besteht, dass man institutionell Banken daraus gemacht hat". Dies gilt zum Teil auch für die Schweiz: 1856 gründete der St. Galler J. L. Gsell die Deutsch-Schweizerische Kreditbank und A. Escher die SKA. Der Trogener J. U. Zellweger gründete 1866 die Bank für Appenzell Ausserrhoden und A. Guyer 1894 die Guyerzeller Bank. Ihnen allen wurde ein Bezug zur Sklavereigeschichte nachgewiesen.	Pour l'historien Michael Zeuske, la spécificité européenne est que l'esclavage et le trafic d'esclaves ont donné naissance à des institutions bancaires, et la Suisse n'est pas ici irréfutable : le Saint-Gallois Jakob Laurenz Gsell et le Zurichois Alfred Escher qui, en 1856, ont fondé respectivement la Deutsch-Schweizerische Kreditbank et la Schweizerische Kreditanstalt (SKA), le Trogenois Johann Ulrich Zellweger qui, en 1866, a fondé la Bank für Appenzell Rhodes-Extérieures, le Bäretswilois Adolf Guyer qui, en 1894, a établi la Guyerzeller Bank – tous, et cela a été démontré, ont eu des liens avec l'esclavage.

Et voici la bombe atomique qui vous fera passer pour le Pappy Boyington (référence hétéropatriarcale et occidentalocentrée complètement datée, mais je n'ai pas mieux) de la trad. fédérale : la note du traducteur, ou NdT ([Note du traducteur — Wikipédia \(wikipedia.org\)](#)), réservée à l'insertion d'un élément utile à la compréhension du texte, mais qui lui est franchement extérieur. Désaccord possible avec l'auteur ou le chef, gilet pare-balles recommandé, à vous de voir. Bonne chance.

12.4205 ip.	Die Unfallversicherer führen Wagnislisten über Handlungen, die zu einer gravierenden Kürzung von Versicherungsleistungen führen. Fatalerweise sind aber Inhalte und Konsequenzen der Bevölkerung kaum bekannt. Die Listen haben Auswirkungen auf das Leben der Betroffenen und können Menschen in die	Les compagnies d'assurance accidents tiennent des listes d'« entreprises téméraires », c'est-à-dire d'activités ou de sports dangereux qui, en cas d'accident, peuvent entraîner une réduction importante des prestations d'assurance. Or, ces listes, et les conséquences qu'elles impliquent, sont peu connues des assurés, alors même qu'elles
----------------	---	---

	<p>Armut treiben. Ein neuer Entscheid des Bundesgerichtes ("NZZ", 5. Dezember 2012: "Fataler Sprung ins trübe Wasser") sanktioniert sogar eine Handlung, die nicht explizit auf der Wagnisliste aufgeführt ist.</p>	<p>peuvent signifier pour un malheureux de tomber dans l'indigence. Dans une décision récente, le Tribunal fédéral (« NZZ » du 5 décembre 2012 : « Fataler Sprung ins trübe Wasser » ; NdT : voir aussi par ex. « Le Matin Dimanche » du 9 décembre 2012 : « Il perd la moitié de ses indemnités parce qu'il a pris un risque ») va jusqu'à sanctionner un comportement qui ne figurait pas expressément sur la liste des entreprises téméraires.</p>
--	---	---

#### 4) Organiser l'information de manière à la rendre aussi lisible que possible

On ne voudrait pas enfoncer des portes ouvertes mais si vous voulez vraiment faciliter la vie à votre lecteur<sup>2</sup>, prenez la peine d'organiser intelligemment la présentation de l'information afin de la rendre immédiatement compréhensible et mémorisable.

Placer le verbe en début de phrase, par ex., évite d'avoir à relire celle-ci trois fois pour la comprendre. Utile notamment dans un texte normatif.

DE	FR	FR amélioré
<p>Beispielsweise sollen das Wetten auf eigene Veranstaltungen und die Weitergabe von Insiderinformationen <b>untersagt werden</b>.</p>	<p>Ainsi, les paris des acteurs des compétitions sportives sur les compétitions auxquelles ils participent et la transmission d'informations d'initié <b>sont proscrits</b>.</p>	<p><b>Sont ainsi proscrits</b> les paris des acteurs des compétitions sportives sur les compétitions auxquelles ils participent et la transmission d'informations d'initié sont proscrits.</p>
<p>Mit dieser Regelung kann sichergestellt werden, dass die schweizerischen oder europäischen Bestimmungen zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung, die für Banken gelten, <b>Anwendung fänden</b>.</p>	<p>Cette règle permet de s'assurer que les dispositions suisses et européennes concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui s'appliquent pour le secteur bancaire, <b>sont respectées</b>.</p>	<p>Cette règle permet de s'assurer que <b>seront respectées</b> les dispositions suisses et européennes concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui s'appliquent pour le secteur bancaire.</p>

Une présentation symétrique – quasiment un *must* en français, tout particulièrement dans un texte normatif – permet de saisir immédiatement le message. Tuyau : là où l'allemand aime le substantif, choisissez le verbe, ce sera à la fois plus naturel et plus simple pour vous.

	DE	FR
<p>13.3652 mo.</p>	<p>Ich fordere vom Bundesrat eine Strategie zur Behebung des Fachkräftemangels. Diese soll:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>aufzeigen</b>, in welchen Branchen Fachkräftemangel und wo ein Überfluss besteht;</li> <li>2. eine Bildungsoffensive in den Bereichen mit Fachkräftemangel <b>enthalten</b> und eine mögliche Umsetzung von entsprechenden Massnahmen <b>aufzeigen</b>;</li> <li>3. Massnahmen <b>aufzeigen</b>, wie man der Nachfrage von Fachpersonal in den Pflegeberufen gerecht werden kann;</li> <li>4. Möglichkeiten <b>aufzeigen</b>, wie Jugendliche in der Schweiz motiviert und welche Anreize</li> </ol>	<p>Je demande au Conseil fédéral de préparer une stratégie destinée à remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, et plus particulièrement :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>d'indiquer</b> les secteurs qui font face à une pénurie et ceux qui font face à une surabondance de main-d'œuvre qualifiée ;</li> <li>2. <b>de présenter</b> un plan d'action offensif pour les secteurs confrontés à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, y compris les modalités possibles de mise en œuvre des mesures concernées ;</li> <li>3. <b>de présenter</b> les mesures qui permettraient de remédier à la pénurie de personnel soignant ;</li> </ol>

<sup>2</sup> Ou « de votre lecteur » ? Mais non : on ne facilite pas sa vie, on lui facilite la vie.

	<p>geschaffen werden können, damit sie sich in Berufsfeldern ausbilden, wo Fachkräftemangel herrscht;</p> <p>5. die Einbindung von weiblichen Fachkräften <b>fördern</b>, indem die Vereinbarkeit von Beruf und Familie gefördert wird;</p> <p>6. Anreize <b>schaffen</b>, um ältere Arbeitnehmer und Arbeitnehmerinnen im Erwerbsleben zu behalten im Hinblick auf die demografische Entwicklung;</p> <p>7. Umschulungen und den Wiedereinstieg in Bereichen mit Fachkräftemangel <b>fördern</b>;</p> <p>8. weitere Möglichkeiten <b>aufzeigen</b>, wie der Fachkräftemangel mit Schweizer Personal behoben werden kann.</p>	<p>4. <b>de présenter</b> les mesures qui permettraient d'encourager et d'inciter les jeunes de Suisse à se tourner vers les métiers en pénurie ;</p> <p>5. <b>de présenter</b> les mesures qui permettraient de favoriser l'embauche d'une main-d'œuvre féminine en permettant aux femmes de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle ;</p> <p>6. <b>de présenter</b> les mesures qui permettraient de favoriser le maintien des travailleurs âgés dans la vie active, eu égard à l'évolution démographique ;</p> <p>7. <b>de présenter</b> les mesures qui permettraient de favoriser les reconversions et réinsertions dans les secteurs en pénurie ;</p> <p>8. <b>de présenter</b> toutes autres mesures qui permettraient de remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée sans recourir à l'immigration.</p>
16.3115 mo.	<p>Dem Rat sind folgende Aufgaben zuzuweisen:</p> <p>a. <b>Er soll</b> ein kontinuierliches Monitoring der wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung der Schweiz garantieren. Mindestens halbjährlich wird er zur Lage des Landes einen Bericht veröffentlichen.</p> <p>b. <b>Er soll</b> als Frühwarnsystem für gesellschaftliche Gefahren und Chancen funktionieren und sich dafür geeignete Instrumente geben.</p> <p>c. Im Sinne eines Ethikrates <b>soll er</b> zudem Fragestellungen ausloten, die sich an der Schnittstelle Ökonomie und gesellschaftliche Verantwortung stellen.</p> <p>d. Einmal pro Kalenderjahr <b>organisiert</b> der Wirtschafts- und Sozialrat das "Swiss Innovation and Ethics Forum".</p> <p>e. <b>Der Rat soll</b> eine Anlaufstelle für Bürgerinnen und Bürger einrichten. Diese Anlaufstelle registriert die Vorstösse der Bürgerinnen und Bürger, ist ihnen gegenüber aber nicht zu Antworten verpflichtet.</p>	<p>Ce conseil sera chargé_:</p> <p>a. <b>de suivre</b> l'évolution économique et sociale de la Suisse, et de publier au moins tous les six mois un rapport sur l'état du pays_;</p> <p>b. <b>de détecter</b> précocement les menaces et les opportunités qui se présentent pour la société et de se doter des outils nécessaires_;</p> <p>c. <b>d'approfondir</b> des questions situées à la charnière de l'économie et de la responsabilité sociale, à la manière d'un comité d'éthique_;</p> <p>d. <b>d'organiser</b> une fois par an le « Swiss Innovation and Ethics Forum »_;</p> <p>e. <b>de mettre en place</b> un guichet unique centralisant les demandes des citoyens (sans obligation de réponse).</p>
17.3317 mo.	<p>Der Bundesrat wird beauftragt, dem Parlament Massnahmen auf der Basis von Erlassen vorzulegen, mit welchen folgende Ziele erreicht werden:</p> <p>1. <b>Eine klarere Trennung</b> zwischen den Verantwortlichkeiten des Bundesrats für die Finanzmarktpolitik und -strategie sowie der Regulierung einerseits und der Zuständigkeit der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (Finma) für die operative Aufsichtstätigkeit andererseits.</p> <p>2. <b>Eine effektivere Gewährleistung</b> der politischen Steuerung und Kontrolle der Tätigkeiten der Finma - unter Wahrung von deren Unabhängigkeit in der konkreten Aufsicht - durch den Bundesrat und das Parlament.</p> <p>3. <b>Optimale Ausgestaltung</b> der Rollen und Beziehung zwischen Eidgenössischem Finanzdepartement und Finma zur bestmöglichen Erreichung der finanzmarktpolitischen Ziele, insbesondere</p>	<p>Le Conseil fédéral est chargé de soumettre au Parlement une série de mesures, assorties de leur base légale, qui permettront :</p> <p>1. <b>de mieux dissocier</b> en matière de marchés financiers les responsabilités qui incombent au Conseil fédéral, soit le pilotage politique, la définition de la stratégie et l'activité réglementaire, et celles qui appartiennent à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA), à savoir la surveillance opérationnelle ;</p> <p>2. <b>de garantir</b> une efficacité accrue dans le pilotage et le contrôle politiques des activités de la FINMA par le Conseil fédéral et le Parlement, sans empiéter sur l'indépendance qui revient à celle-ci en matière de surveillance concrète ;</p> <p>3. <b>de définir</b> de manière optimale les rôles respectifs du Département fédéral des finances (DFF) et de la FINMA ainsi que les relations qui les unissent, de façon à pouvoir atteindre au mieux les objectifs en matière de politique des marchés</p>

	auch in Bezug auf die Wahrnehmung der internationalen Vertretung und Zusammenarbeit.	financiers, notamment en ce qui concerne la représentation et la coopération internationales.
--	--	---

Lorsque dans une phrase vous avez une énumération de plusieurs éléments, un bon moyen de faciliter la lecture, c'est d'annoncer d'emblée cette énumération sous la forme d'un élément qui les résume : le lecteur sera ainsi mieux préparé à recevoir l'information.

	DE	FR
14.3557 po.	Dabei wird das EU-Recht von der Schweiz vielfach möglichst rasch, perfektionistisch und mit Akribie übernommen. Damit benachteiligen wir uns im Wettbewerb gegenüber jenen EU-Staaten, <b>die sich mehr Zeit lassen oder gewisse Normen nur unvollständig oder gar nicht umsetzen.</b>	Or, la Suisse, lorsqu'elle transpose ce droit dans son propre ordre juridique, le fait avec à la fois un empressement immodéré et un perfectionnisme exacerbé, ce qui pénalise sa compétitivité et l'empêche de lutter à armes égales avec certains pays de l'UE <b>qui optent pour une approche plus décontractée, soit</b> qu'ils se donnent davantage de temps, <b>soit</b> qu'ils se bornent à une transposition partielle de certaines normes, <b>soit</b> même qu'ils se dispensent de toute reprise.
15.1013 q.	Die Einreichung von Begleitdokumenten zu einer Zollanmeldung kann elektronisch per E-Mail erfolgen. Die Eidgenössische Zollverwaltung verzichtet bereits auf die Stempelung derselben. Die elektronische Infrastruktur (E-Mail-System) ist heute sowohl in der Wirtschaft als auch in der Verwaltung weitgehend Standard. Für den Zollanmelder <b>entfallen der Aufwand von Schaltergängen und die Überwachung des Dokumentenrückflusses.</b>	Ces documents pourraient parfaitement être fournis sous forme électronique, d'autant que l'Administration fédérale des douanes a d'ores et déjà abandonné l'apposition du visa et que l'administration comme les entreprises disposent presque toutes aujourd'hui des équipements informatiques nécessaires pour transmettre des documents sous forme dématérialisée. Pour le déclarant, <b>l'avantage serait double : d'une part,</b> il n'aurait plus à multiplier les passages au guichet ; <b>d'autre part,</b> il n'aurait plus à s'assurer que les documents lui sont bien restitués.



Et pour finir, un modeste exemple de légère réorganisation du texte (en vert et en rouge) avec ajout d'informations supplémentaires (en bleu) :

## Mit dem Elektrofliker an die Sitzung

Die Bundeskanzlei besitzt seit Ende 2016 ein eigenes E-Bike. Und was für eines: ein STROMER ST 2. Damit ist es möglich, blitzschnell zur Sitzung oder Besprechung ohne ÖV oder Auto zu fahren. Hier die wichtigsten Infos:



### Was?

Ziele innerhalb der Stadt Bern sind mit dem E-Bike zeitunabhängig und schnell erreichbar. So wird auch die Umwelt geschont und der ÖV in Stosszeiten entlastet. Beim STROMER ST2 handelt es sich um die neueste Generation von E-Bikes; Fahrvergnügen ist also garantiert.



### Wo?

Das E-Bike steht im Vorraum des Postbüros im Bundeshaus West bereit. Wird es ausserhalb der Bürozeiten benötigt, kann es vorgängig im Veloraum im UG des Bundeshaus West deponiert werden. Nähere Angaben finden sich im Intranet unter Dienstleistungen > Logistik.



### Wie?

Der STROMER kann im Outlook-Kalender wie ein Sitzungszimmer reserviert werden. Das BK-E-Bike gehört zur schnellen Kategorie. Deshalb braucht es mindestens ein Führerausweis der Kategorie M. Das Tragen eines Helms ist obligatorisch, ein Velohelm steht zur Verfügung. (wa)

## Un bolide électrique rien que pour vous

Adieu voiture, adieu transports publics : la Chancellerie fédérale possède depuis la fin 2016 son propre vélo électrique. Et pas n'importe lequel : un STROMER ST2, s'il vous plaît, qui vous transportera à votre rendez-vous à la vitesse de l'éclair. Ci-après toutes les informations utiles :

### De quoi s'agit-il ?

Un vélo électrique vous permet de gagner rapidement et à tout moment n'importe quelle destination dans la ville de Berne, dans le respect de la nature et sans recourir aux transports publics. Le STROMER ST2 est un vélo électrique de nouvelle génération : c'est dire que le plaisir de rouler sera au rendez-vous.

### Où se trouve le vélo ?

Il est garé dans la pièce qui jouxte le bureau du courrier interne (n° 009b) situé au rez-de-chaussée du Palais fédéral ouest. Il est également possible de le garer dans le local à vélos

situé au sous-sol, juste à côté de la porte qui donne sur le funiculaire du Marzili, afin de pouvoir ensuite s'en servir en dehors des heures de bureau. Pour en savoir plus, voir la page intranet > Services > Logistik. Vous pouvez le réserver via le calendrier Outlook, comme une salle de réunion.

### Précautions particulières

Le STROMER est considéré comme un vélo « rapide » : vous devez donc être titulaire au moins d'un permis de conduire de la catégorie M. D'autre part, le port du casque est obligatoire : un casque de vélo est à votre disposition. (wa)

